REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU DIX FEVRIER 2025

—
**ORDONNANCE DE
REFERE N° 19 du
10/02/2025**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

3STV

C/

BOA

ECOBANK

SONIBANK

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé du dix février deux mil vingt-cinq, tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal ; **Président**, avec l'assistance de Maître **Ramata RIBA**, **Greffière** a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

LA société sahélo saharienne de transport voyageurs en abrégé « 3STV » SARL ? SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE ? AYANT SON SIÈGE SOCIAL À Niamey Banifandou 1 rue BF-77, BP 2735, immatriculée au RCCM-NI-NIA-2011 B-579 ? PRISE EN LA PERSONNE DE SON GARANT ? ASSISTÉE DE Me Boubdal EFFRED MOULOUL, Avocat à la cour BP 610 Niamey :

DEMANDERESSE
D'UNE PART

ET

BANQUE OF AFRICA Niger SA (BOA), ayant son siège social à Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, ayant pour conseil la SCPA MANDELA, avocats associés ;

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

1) **ECOBANK NIGER SA**, Société anonyme avec CA au capital de 10.961.900.000 FCFA, immatriculée au RCCM sous le numéro NI-NIM-2003-B 818 liste Banque N°H 0095 K NIF 2659 et ayant son siège social sis à Niamey, Angle Boulevard de la Liberté et Rue des Bâtisseurs, BP : 13.804 Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, domicilié en cette qualité audit siège,

2) **SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE DE BANQUE**, société anonyme

avec conseil d'administration, ayant son siège social à Niamey, Avenue de la Mairie, BP 891, prise en la personne de son Directeur Général

TIERS SAISIS

ENCORE D'AUTRE

PART

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte d'huissier en date du 23 décembre 2024, la société sahélo saharienne (3STV) donnait assignation à comparaître devant la juridiction de céans à la Banque of Africa aux fins de :

Y venir la BOA-Niger ;

- Se déclarer compétente ;

- S'entendre déclarer recevable la demande de la 3STV Niger comme étant régulière en la forme ;

- S'entendre dire que les saisies-appréhension pratiquées 06, 07, 09, 11 et 12 Décembre 2024 sont nulles pour violation des dispositions des articles 219 et 220 de l'AUPSRVE ;

- Prononcer en conséquence ladite nullité ;

- Ordonner par voie de conséquence la restitution immédiate des bus saisis en l'occurrence ceux objet des plaques d'immatriculation BQ 2872 -BQ 2873 -BQ 2874 -BQ 2875 -BQ 2876 -BQ 2877-BQ 2879 - BQ 2880 -BQ 2881 -BQ 2883 -BQ 2884 -BQ 2885 -BQ 2886 -BQ 2912 et BQ 2913 et ce, sous peine d'astreinte de 500.000 FCFA par jour de retard ;

- Assortir la décision à intervenir de l'exécution provisoire, sur minute et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours ;

-Mettre les dépens à la charge de la BOA Niger ;

Elle expose au soutien de ses prétentions que courant année 2023, il a été convenu d'un crédit-bail entre la Société 3STV Niger et la BOA Niger portant sur l'acquisition de quinze (15) bus de marque

YUTONG ;

Munie de ladite convention en forme exécutoire, la BOA Niger a, le 07 Novembre 2024, servi à la requérante un commandement aux fins de restituer les quinze (15) bus ;

Cependant, en raison des irrégularités qui affectent la validité même d'une telle démarche, la société 3STV Niger a saisi le juge de l'exécution du Tribunal de Commerce de Niamey, en contestation dudit commandement ;

Alors même que l'ordonnance de la juridiction présidentielle n'était pas encore rendue, puisqu'étant seulement intervenue le 05 Décembre 2024, la BOA Niger avait déjà entamé les opérations entrant dans le cadre de l'appréhension matérielle des bus ;

En effet, elle sollicitait et obtenait dès le 03 Décembre 2024 l'autorisation de procéder à la saisie-appréhension hors les heures prévues par la loi ;

Cinq (05) bus, portant les plaques d'immatriculation ci-après ont été appréhendés dans la nuit du 06 Décembre 2024 : BQ-2874, BQ-2877, BQ-2879 BQ-2884, BQ-2913 ;

A ce sujet, le constat effectué, photos à l'appui, par les soins de Maître SOULEYMANE GHOU MAR IBRAHIM, huissier de justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, se présente en substance ainsi qu'il suit :

- « Nous constatons la présence de l'huissier en charge de la saisie appréhension, Me Souley Issaka Ouzeyrou en compagnie de son assistant ;
- Nous constatons aussi la présence des éléments de la police dirigé par l'inspecteur Dan Sarki, qui ont encerclé toute la société et ont semé un climat de panique à l'endroit des agents et surtout de la clientèle qui ont fini par déserté la place ;
- Nous constatons également la présence du responsable crédit-bail Mr Abdoul Salam Idrissa Naba sur les lieux de la saisie ;
- En plus de deux (02) bus saisis au niveau de la station Sahara qui ont fait le plein du carburant, il a continué au siège pour saisir le troisième bus étant déjà chargé des passagers et leurs bagages

pour le départ ;

- Me Souley Issaka avec l'assistance de la police a demandé au DG de la 3 STV, de faire descendre ses clients et de lui remettre les clés et pièces du véhicule et de décharger sur le Procès-Verbal de saisie ;
- Le quatrième étant stationné au lavage dans le siège a été le suivant à être saisi à 23 heures 10 minutes avec son plein de carburant ;
- L'huissier en charge de la saisie a attendu d'autres bus jusqu'à 23 heures 54 minutes pour se retirer du siège de la 3 STV, emportant avec lui les bus saisis pour les garer quelque part sans précisions ;
- L'atmosphère étant devenue déserte, nous avons quitté à minuit 10 minutes ;

Mais le Directeur de la 3 STV nous a rappelé à minuit 46 minutes pour nous demander de revenir pour continuer le constat ;

- Nous sommes arrivés à temps et le bus en provenance de Zinder est arrivé à minuit 51 minutes, l'huissier en charge de la saisie est revenu avec la police pour saisir en laissant les passagers descendre leurs bagages, ils ont retiré les papiers et clés du cinquième bus à 01 heure 14 minutes ;

Un chauffeur et un policier ont pris le bus et sont suivi de l'huissier et de l'inspecteur de police » ;

Le 07 Décembre 2024, la BOA Niger poursuivait les opérations de saisie-appréhension qu'elle a étendues à un sixième bus en l'occurrence celui immatriculé BQ-2883 ;

Par ailleurs, le 09 Décembre 2024, la BOA Niger a cru devoir saisir quatre (04) autres bus en l'occurrence ceux objet des plaques d'immatriculation ci-après : BQ-2881, BQ-2912, BQ-2876 BQ-2885 ;

A la requête de la société 3STV ces opérations, à l'instar de toutes les précédentes font également l'objet d'un procès-verbal de constat dressé par les soins de Maître Souleymane Ghoumar Ibrahim ;

Le mercredi 11 Décembre 2024, fort du climat de panique qui a pu être maintenu depuis les opérations nocturnes du 06 Décembre 2024, un

autre bus est appréhendé cette fois-ci sans invitation des forces de sécurité aux environs de midi en l'occurrence celui immatriculé BQ 2872 ;

Enfin, revenant à la charge de 12 Décembre 2024 pour parachever ce qu'elle avait commencé, la BOA Niger faisait appréhender quatre (04) derniers bus objet des plaques d'immatriculation BQ-2875, BQ-2880, BQ-2886 BQ-2873 (Pièces 21 et 24) ;

Ces opérations, ainsi que l'a consigné Maître Souleymane Ghoumar Ibrahim combinait aussi, comme toutes les précédentes, appréhension matérielle et retrait de tous documents de bord de l'ensemble des quinze (15) bus ;

Au fond, la 3STV plaide la nullité de la saisie-appréhension pratiquée le 06 décembre 2024 pour violation des articles 219 et 220 de l'AUPSRVE

Elle explique qu'une instance ayant pour objet la contestation du commandement servi à la société requérante étant pendante au moment où la BOA Niger a entamé les opérations entrant dans le cadre de l'appréhension matérielle des bus ;

La 3STV indique que, puisque la BOA Niger a opté pour le bénéfice de la formalité objet de l'article 220, il était de son obligation de se conformer aux prescriptions impératives de ladite disposition :

- ❖ Indiquer sur le procès-verbal de saisie la réponse de la 3STV Niger à la question de savoir si elle ne s'offre pas à effectuer le transport des bus appréhendés à ses frais ;
- ❖ L'indication que les contestations pourront être portées devant la juridiction du domicile ou du lieu où demeure celui auquel le bien est retiré ;

Elle poursuit qu'en l'espèce, si certes la BOA Niger s'est munie d'un titre en apposant la formule exécutoire sur la convention de crédit-bail signée par les parties, lesdites mentions objet de l'article 220 suscité ne figurent sur aucun des Procès-verbaux de saisie-appréhension dressés ;

Selon elle, puisque l'article 1-16 alinéa 2 de l'AUPSRVE exige la preuve d'un grief pour vice de forme, celui-ci réside ici d'une part dans l'atteinte grave à la réputation de la Société saisie, laquelle a été délibérément mise dans l'impossibilité de pouvoir procéder à une

livraison par ses propres moyens, ce qui lui permet de préserver son image ;

Elle fait observer que les conditions particulièrement humiliantes dans lesquelles s'est déroulée la saisie sont suffisamment mises en exergue dans le procès-verbal de constat dressé par voie d'huissier ainsi qu'il a été déjà mentionné précédemment ;

En plus, toutes les conditions pour surprendre la 3STV Niger étaient réunies, puisqu'il n'y a pas eu une résiliation préalablement et formellement notifiée ;

De la descente non nécessaire des forces de l'ordre les locaux du siège de la société 3STV Niger en passant par le débarquement des passagers, les critères de l'humiliation au sujet de laquelle la requérante se réserve le droit d'aviser ainsi que de droit est longue ;

En tout état de cause, pour l'instant elle invite la juridiction présidentielle de céans de constater l'effectivité dudit grief ;

La 3STV fait observer que d'autre part, l'indication de la juridiction, pour laquelle il sied de se référer au commandement de restituer, est également fautive, autre irrégularité entachant la validité de la mesure tendant à l'appréhension dans son ensemble ;

En l'espèce, le commandement de restituer indique que les contestations pourront être portées devant « le Tribunal de commerce de Niamey » ;

Pourtant, il résulte des dispositions de l'article 49 alinéa 1 de l'AUPSRVE que « La juridiction compétente pour statuer sur tout litige ou toute demande relative à une mesure d'exécution forcée ou à une saisie conservatoire est le président de la juridiction statuant en matière d'urgence ou le magistrat délégué par lui. » ;

Elle conclut qu'il n'en faut pas plus en l'espèce pour constater, prononcer la nullité des saisies pratiquées les 06, 07, 09, 11 et 12 Décembre 2024 et ordonner la restitution immédiate entre les mains de la société 3STV Niger, des bus saisis en l'occurrence ceux objet des plaques d'immatriculation BQ 2872 -BQ 2873 -BQ 2874 -BQ 2875 -BQ 2876 -BQ 2877-BQ 2879 -BQ 2880 -BQ 2881 -BQ 2883 -BQ 2884 -BQ 2885 -BQ 2886 -BQ 2912 et BQ 2913 ;

En réplique, la BOA expose que dans le cadre de sa relation d'affaire

avec la 3STV, elle signait avec cette dernière une convention de crédit-bail en vue de l'acquisition de quinze bus YUTONG pour un montant d'un milliard trente millions cinquante et un mille neuf cent cinquante-deux (1.038 051 952) francs CFA ;

En contrepartie de l'utilisation desdits bus, la société 3STV s'engageait à payer un loyer mensuel de 41 892 139 FCFA sur une durée de 36 mois ;

A la date de ce jour, la créance de la banque est en souffrance, 3STV ne respectant pas les termes du contrat, aucun loyer n'avait jusqu'ici été versé à la banque alors même qu'elle continue d'utiliser les bus ;

En outre, la société 3STV était tenue suivant les termes du contrat de souscrire auprès d'une compagnie d'assurance solvable de la place, une police de nature à assurer une couverture optimale, égale à la valeur à neuf des bus ;

A sa grande surprise, la banque a reçu un courrier de l'assureur l'informant de ce que le contrat Tous Risques automobile de 3STV a été résilié pour défaut de paiement de la prime, par conséquent elle se désengageait de plein droit de toute action concernant cette police d'assurance à compter du 31/10/2024 à minuit ;

Inquiété par cette situation, la BOA délaissait conformément aux dispositions contractuelles une mise en demeure à la 3STV l'invitant à prendre toutes les dispositions pour la régularisation de ses engagements impayés dans un délai de 8 jours, restée sans effets ;

Aucune suite n'ayant été réservée à la mise en demeure à la 3STV dans le sens de respecter ses engagements, la BOA s'est vue contrainte de délaissier à 3STV la grosse en forme exécutoire de la convention de crédit-bail, en même temps que le commandement de restituer les bus ;

Ne s'étant pas exécuté dans le délai imparti aux termes du commandement, la BOA n'a eu d'autres choix que de procéder à la saisie appréhension des bus ;

La BOA soulève au principal l'exception de litispendance en ce que la 3STV a déjà formulé la demande relative à la nullité du commandement de restituer par assignation en date du 13 novembre 2024, que le tribunal a rejeté comme mal fondée ;

La 3STV a interjeté appel de ladite décision et cette procédure est

pendante devant la Cour d'Appel de Niamey ;

Elle souligne qu'il ne fait l'ombre d'aucun doute que le but réel de la démarche de 3STV est de remettre en discussion devant le tribunal de céans la question relative à l'annulation du commandement de restituer, alors même que cette question a déjà été tranchée en première instance et est désormais pendante devant la cour d'appel de Niamey sur appel de 3STV ;

C'est pourquoi, elle sollicite de constater que les deux affaires sont à ce jour pendantes devant deux juridictions distinctes, et que l'assignation en contestation de saisie appréhension du 23 décembre 2024 pendante devant la juridiction de céans est effectivement postérieure à l'assignation en annulation du commandement de restituer du 13 novembre 2024 et de l'appel interjeté par 3STV en date du 13 décembre 2024 ;

Sur la violation des articles 219 et 220 de l'AUPSR/VE, la BOA fait remarquer qu'un commandement de restituer a été délaissé à 3STV, de sorte qu'on ne saurait envisager que c'est l'article 22 qui s'appliquerait à cette saisie ;

Elle poursuit par ailleurs qu'il ressort des dispositions contractuelles liant les parties qu'en cas d'inexécution d'un seul des engagements de 3STV, cette dernière sera tenue de restituer les bus, passé le délai de mise en demeure de 8 jours sans que l'engagement n'ait été exécuté ;

Selon la BOA, la mise en demeure restée sans effets a été délaissée le 22 octobre 2024 à la 3STV ;

La BOA en déduit que la 3STV n'est en aucun cas fondée à solliciter la restitution des bus loués dès lors qu'elle n'apporte pas la preuve que les loyers ont été versés au propriétaire du bus qu'est la BOA ;

S'agissant de la nullité de saisie pour indication erronée de la juridiction compétente pour connaître des contestations, la BOA fait observer que la 3STV n'a pas fait la démonstration d'un grief subi et l'ayant empêché de faire valoir ses droits ;

C'est pourquoi, au de ce qui précède, elle sollicite de rejeter le moyen tenant à la violation des articles 219 et 220 ;

Sur la demande d'astreinte et d'exécution, la BOA fait observer que c'est dans le strict respect de la loi que ladite saisie appréhension a été

pratiquée ; que c'est donc sans fondement que 3STV sollicite que la décision soit assortie d'astreinte ;

En réplique, la 3STV relève qu'il n'y a pas litispendance pour absence d'identité d'objet en ce que l'un consistant en un procès contre un acte et l'autre un procès dirigé contre une mesure ;

Sur le prétendu défaut de preuve d'un grief résultant des omissions de certaines mentions prévues aux articles 219 et 220, la 3STV fait remarquer que le grief réside dans l'atteinte grave à sa réputation du fait des saisies en cause ;

Elle invoque les conditions particulièrement humiliantes dans lesquelles se sont déroulées les saisies ; que toutes les conditions pour surprendre la 3STV Niger étaient réunies, puisqu'il n'y a pas eu une résiliation préalablement et formellement notifiée ;

De la descente non nécessaire des forces de l'ordre dans les locaux du siège de la société en passant par le débarquement des passagers ;

Au vu de ce qui précède, elle sollicite la juridiction de céans de constater l'effectivité dudit grief ;

II- DISCUSSION

En la forme et sur l'exception de litispendance

La BOA soulève au principal l'exception de litispendance en ce que la 3STV a déjà formulé la demande relative à la nullité du commandement de restituer par assignation en date du 13 novembre 2024, que le tribunal a rejeté comme mal fondée ;

La 3STV a interjeté appel de ladite décision et cette procédure est pendante devant la Cour d'Appel de Niamey ;

Elle souligne qu'il ne fait l'ombre d'aucun doute que le but réel de la démarche de 3STV est de remettre en discussion devant le tribunal de céans la question relative à l'annulation du commandement de restituer, alors même que cette question a déjà été tranchée en première instance et est désormais pendante devant la cour d'appel de Niamey sur appel de 3STV ;

L'article 123 du code de procédure civile dispose : « s'il a été formé précédemment devant un autre tribunal une demande ayant le même objet, ou si la contestation est connexe à une cause déjà pendante

devant un autre tribunal, la juridiction saisie en second lieu doit se dessaisir au profit de l'autre, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties. il y a litispendance dans le premier cas, connexité dans le second. » ;

Il ressort de cet article que la litispendance a pour critère principal : l'identité d'objet ;

En l'espèce, en se référant aux objets respectifs des demandes objet de la procédure antérieure et celle de la présente instance, il ressort qu'il n'y a aucune identité d'objet entre les deux procédures ;

S'agissant de la première procédure, elle tend à déclarer nul le commandement en date du 07 novembre 2024 alors que la seconde procédure a pour objet de déclarer nulles les saisies appréhension pratiquées les 06,07,09,11 et 12 décembre 2024 pour violation des articles 219 et 220 de l'AUPSRVE ;

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de constater qu'il s'agit de deux objets différents, l'un contre le commandement et l'autre contre la saisie appréhension ;

Il sied dès lors de conclure qu'il n'y a pas litispendance en l'espèce ;

Sur l'autorité de la chose jugée

La BOA sollicite de la juridiction de céans de dire et juger qu'il y a autorité de la chose jugée en l'espèce en ce que par assignation en date du 13 novembre 2024, 3STV a déjà saisi la juridiction de céans pour voir annuler le commandement de restituer délaissé par la BOA ;

Elle relève que le tribunal a rendu une décision rejetant la demande visant l'annulation du commandement de restituer ;

Elle fait observer que la nouvelle demande soumise au tribunal de céans vise l'annulation du commandement de restituer ;

Elle en déduit qu'il y a une identité de parties, qui ont exactement la même qualité, que l'objet de la demande est identique ;

Il convient de relever que contrairement aux allégations de la BOA Niger, même si les parties sont identiques et qu'elles agissent en la même qualité dans les deux procédures, l'objet de la demande n'est pas identique ;

En effet, la première procédure ayant abouti au jugement en date du 5/12/24 a pour objet l'annulation du commandement alors que la présente procédure vise l'annulation des saisies appréhension ;

Il s'ensuit que l'objet n'étant pas le même dans les deux procédures, il ne peut y avoir autorité de la chose jugée ;

Sur la recevabilité de l'action

La requête de la société 3STV a été introduite dans les conditions de forme et de délai prévues par la loi ; il y a lieu dès lors de la recevoir ;

AU FOND

Sur la violation des articles 219 et 220 de l'AUPSR/VE

La 3STV invoque la violation des articles 219 et 220 de l'AUPSR/VE ;

L'article 219 de l'AUPSRVE dispose : « Un commandement de délivrer ou de restituer est signifié à la personne tenue de la remise. Ce commandement contient à peine de nullité : (...) ».

L'article 220 du même acte uniforme prévoit : « Le bien peut aussi être appréhendé immédiatement, sans commandement préalable et sur la seule présentation du titre exécutoire, si la personne tenue de la remise est présente et si, sur la question qui doit lui être posée par l'huissier ou l'agent d'exécution, elle ne s'offre pas à en effectuer le transport à ses frais.

Dans ce cas, l'acte prévu à l'article 219 ci-dessus contient l'indication que les contestations pourront être portées devant la juridiction du domicile ou du lieu où demeure celui auquel le bien est retiré. » ;

Il y a lieu de relever que les articles 219 et 220 de l'AUPSRVE visent des procédures différentes ; alors que l'article 219 vise la saisie appréhension effectuée avec un commandement préalable, l'article 220 régit la saisie appréhension pratiquée immédiatement et sans commandement préalable ;

Il est constant en l'espèce qu'un commandement de restituer a été délaissé à 3STV, d'où, il est évident que c'est l'article 219 qui s'applique à cette saisie ;

De ce fait, il est illogique de reprocher à la BOA de n'avoir pas respecté les dispositions d'un article non applicable à la saisie par elle

pratiquée ;

S'agissant du grief subi par 3STV, l'article 1-16 alinéa 2 nouveau de l'AUPSRVE dispose : « la nullité ne peut être prononcée qu'à charge pour celui qui l'invoque de prouver qu'il a subi un grief du fait de l'inobservation de la formalité ou du défaut d'une mention de l'acte. » ;

Il en résulte que la 3STV doit faire la démonstration du grief subi et l'ayant empêché de faire valoir ses droits relativement ;

Bien au contraire, en dépit de l'irrégularité qu'elle invoque, la 3STV a comparu à l'audience et a même présentée ses moyens de défense au moyen des conclusions et de plaidoiries à l'audience ;

Il s'ensuit dès lors que la preuve du grief allégué n'a pas été rapporté en l'espèce et qu'il convient de rejeter le moyen tiré de la violation de l'article 1-16 comme mal fondé ;

Sur la demande d'astreintes et d'exécution provisoire

La 3STV prétend que c'est illégalement que la saisie appréhension a été pratiquée ;

Il est constant en l'espèce que c'est dans le strict respect de la loi que ladite saisie a été pratiquée par la BOA ;

La BOA a conformément aux dispositions contractuelles le droit d'exiger la restitution des bus pour lesquels les loyers n'ont pas été payé par la 3STV ;

C'est donc à tort et sans fondement que la 3STV sollicite que la décision soit assortie d'astreinte ;

Il y a lieu de rejeter cette demande comme non fondée ;

PAR CES MOTIFS **Le juge de l'exécution**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

En la forme

- Reçoit la société 3STXV en son action régulière en la forme ;
- Rejette les exceptions soulevées par la BOA Niger ;

Au fond,

- Rejette l'ensemble des demandes de la société 3STV comme non fondée ;
- Condamne la société 3STV aux dépens ;

Avisé les parties qu'elles disposent de huit (08) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER